NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

1- Les Nouvelles d'Arménie

15/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79012

Agression sur l'Arménie : Déclaration de l’Assemblée nationale d’Arménie

12 mai 2021, dans la région de Sunik, les forces armées azerbaïdjanaises ont franchi la frontière de la République d’Arménie depuis la région du « Lac Noir », progressant de quelques kilomètres en direction de la commune de Verichén. Le ministère de la Défense de la République d’Arménie a confirmé que certaines opérations de reconnaissance auraient été menées par les forces armées azerbaïdjanaises dans l’une des zones frontalières de Sunik sous prétexte de « préciser le tracé des frontières ». Il est évident que ces actions des forces armées azerbaïdjanaises sont inacceptables pour la République d’Arménie, qu’il

s’agit d’une violation patente du territoire souverain de la République d’Arménie qui ne tolérera pas cette situation.

Le 13 mai, s’est tenue une nouvelle session extraordinaire du Conseil de sécurité de la République d’Arménie au cours de laquelle il a été constaté que depuis deux jours la situation autour du « Lac noir » de la région du Sunik et de ses environs était explosive.

Près de 250 membres des forces armées azerbaïdjanaises se trouvent actuellement sur le territoire de la République d’Arménie, dans certaines parties des régions de Sunik et du Kegharkounik.

Compte tenu de la politique belliciste arménophobe menée par l’Azerbaïdjan, des récentes menaces des dirigeants azerbaïdjanais à l’égard de l’intégrité territoriale de la République d’Arménie, dont les déclarations menaçant de recourir à la force et l’exacerbation exponentielle de l’arménophobie d’État :

L’Assemblée nationale de la République d’Arménie condamne fermement les violations par l’Azerbaïdjan de l’intégrité territoriale de la République d’Arménie et déclare que la politique agressive menée par l’Azerbaïdjan viole les normes fondamentales du droit international, dont les principes promulgués par l’article 2 de la Charte des Nations Unies qui donne le droit à la République d’Arménie de contrer l’agression de l’Azerbaïdjan conformément au droit international et à la législation de la République d’Arménie.

L’ASSEMBLEE NATIONALE DECLARE AU NOM DU PEUPLE DE LA REPUBLIQUE D’ARMENIE :

. Nous prendrons toutes les mesures appropriées pour mettre fin à l’agression militaire de l’Azerbaïdjan et protéger nos frontières et notre peuple.

. Nous appelons la communauté internationale à condamner les actes de provocation de l’Azerbaïdjan à l’encontre de l’intégrité territoriale de la République d’Arménie, les menaces de recours à la force et l’usage de facto de la force.

(…)

A Erevan le 14 mai 2021

Traduction Sahag Sukiazyan

2- Les Nouvelles d'Arménie

15/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=79009

Washington exhorte l’Azerbaïdjan au retrait « immédiat » de leurs troupes

Les Etats-Unis ont exhorté vendredi l’Azerbaïdjan au retrait « immédiat » de ses troupes, l’Arménie ayant dénoncé des mouvements de l’armée azerbaïdjanaise sur son territoire, faisant craindre un nouveau conflit entre les deux pays après celui de l’automne 2020.
« Les mouvements militaires dans des territoires disputés sont irresponsables et sont des provocations inutiles », a déclaré la porte-parole du département d’Etat américain Jalina Porter.
« Nous attendons de l’Azerbaïdjan le retrait immédiat de toutes ses troupes et

l’arrêt des provocations », a-t-elle précisé à la presse.
L’Arménie a accusé jeudi les forces azerbaïdjanaises d’avoir transgressé la frontière pour prendre le contrôle de territoires au bord du lac Sev, que bordent les deux pays.
Ce petit lac de haute montagne est situé en lisière d’un territoire que l’Azerbaïdjan a reconquis l’automne dernier lors du conflit du Karabakh.
Bakou a rejeté ces accusations, qualifiées d’« ahurissantes », affirmant avoir déployé des gardes-frontières sur son propre territoire.
L’Arménie a indiqué vendredi avoir demandé l’assistance de la Russie, militaire notamment, et a assuré que la France envisageait de mettre le sujet à l’agenda du Conseil de Sécurité de l’ONU.
L’Azerbaïdjan et l’Arménie se sont affrontés à l’automne 2020 pour le contrôle du Nagorny Karabakh, une région séparatiste arménienne en territoire azerbaïdjanais, un conflit qui s’est soldé par plus de 6.000 morts et une défaite d’Erevan, qui a dû rétrocéder d’importants territoires à Bakou.
Malgré un cessez-le-feu signé sous l’égide de Moscou et le déploiement de soldats russes de maintien de la paix, les tensions persistent dans la région.
Les Etats-Unis entretiennent des relations étroites avec l’Arménie et le président Joe Biden a effectué un geste diplomatique fort le mois dernier, reconnaissant comme génocide le massacre d’Arméniens par l’Empire ottoman entre 1915 et 1917. La Turquie rejette cette qualification et faisait pression depuis plusieurs années sur les Etats-Unis pour empêcher cettereconnaissance.
Mais Washington veille aussi à maintenir des relations avec l’Azerbaïdjan, acteur crucial du secteur énergétique et partenaire d’Israël, allié des Etats-Unis.

Washington, 14 mai 2021 (AFP) –

par Ara Toranian

3- Figaro Vox

14/05/2021

https://www.lefigaro.fr/vox/monde/face-a-l-inaction-europeenne-en-armenie--reconstruisons-notre-politique-de-securite-20210514

«Face à l'inaction européenne en Arménie, reconstruisons notre politique de sécurité»

FIGAROVOX/TRIBUNE – Après la guerre ayant opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan, une délégation parlementaire française qui s'est rendue sur place alerte sur les nouvelles menaces qui pèsent sur l'Europe, et sur la nécessité de repenser les politiques de sécurité française et européenne en conséquence.

Par Tribune collective

D'Arménie, nous revenons dévastés. Du 24 au 29 avril, notre délégation du Cercle d'Amitié France-Artsakh s'est rendue au pays du mont Ararat et dans la petite république voisine du Haut-Karabagh afin de témoigner de l'amitié de la France à une nation durement éprouvée par une guerre perdue ; perdue face à des forces incomparablement supérieures, des forces infiniment hostiles et sous l'œil impavide d'un Occident aussi diverti par le grand spectacle des élections américaines qu'il était claquemuré par les peurs archaïques que suscite l'épidémie de Covid-19.

En Europe, les progrès démiurgiques de la médecine avaient – croyait-on – évacué une mort désormais perçue comme scandaleuse et insensée. En Arménie, nous avons vu que la mort garde un sens, celui du sacrifice, celui de la défense des siens, celui de la Nation. Oui, nous avons vu les tombes encore fraîches du cimetière militaire de Yerablour, les mères et les sœurs éplorées, les pères fous de douleur, les inconsolables épouses et les veuves blanches, recueillis ou hébétés sur les milliers de sépultures de gamins de vingt ans. Oui nous avons vu les cohortes de réfugiés hâves et démunis qui se pressent aux frontières de leurs terres désormais occupées par la dictature d'Azerbaïdjan. Oui nous avons vu les checkpoints tenus par des conscrits russes bienveillants au cœur d'un Artsakh désormais amputé de sa partie méridionale et de Chouchi, sa capitale culturelle. Oui nous avons vu à moins de vingt mètres de la ligne de démarcation les visages féroces, radicalement étrangers et hostiles et pourtant indiscutablement humains des soldats azerbaïdjanais ; Oui nous avons vu à moins de cinq cents mètres la cathédrale emblématique de Chouchi en passe d'être défigurée et désarménisée comme a été rasée il y a peu l'église du narthex vert (Ganatch Jam) qui n'existe déjà plus. Oui nous comprenons désormais le sens des paroles du précédent Catholicos – l'autorité suprême de l'Église autocéphale arménienne – lorsqu'il affirmait que «*les Occidentaux connaissent le Christ mais non plus la crucifixion*». Avec les Arméniens, nous avons redécouvert ce qu'être crucifié veut dire.

Le Karabagh est notre Guernica

Au-delà de l'émotion, il est une erreur qui nous serait funeste : celle qui consisterait à considérer que ce massacre ne nous concerne guère ; qu'il s'agit d'un de ces incompréhensibles conflits ethniques que le sens de l'histoire aura tôt fait de reléguer au rang des horreurs du passé. Non ! Cette agression aux accents exterminateurs commise par l'Azerbaïdjan à l'encontre des Arméniens d'Artsakh n'est en aucun cas un conflit local. Non ! Nous ne pouvons pas ne pas convoquer ni les discours profondément racistes du dictateur azerbaïdjanais Ilham Aliev, promettant de «*chasser les Arméniens comme des chiens*», ni leur traduction en acte qu'est le «*musée de l'horreur*» inauguré à Bakou et déshumanisant encore plus ces Arméniens aux yeux d'une population déjà endoctrinée à la haine. Cela nous rappelle par trop l'exposition de propagande antisémite du «*Juif éternel*» organisée en 1937 par les nazis comme, par ailleurs, cette guerre fait ressurgir le

sinistre spectre du génocide arménien de 1915. Du reste, si les Arméniens ont bien perdu cette guerre, ce n'est pas tant le maître de Bakou qui l'a gagnée que la Turquie sa suzeraine, ses supplétifs djihadistes et ses drones bayraktar. Pour Erdogan, le président turc, le Karabagh n'a été qu'un galop d'essai. Nous devons quant à nous le prendre pour ce qu'il est, au sens militaire comme au sens politique : notre Guernica.

Au sens militaire tout d'abord, où le Karabagh s'est avéré un fantastique terrain d'expérimentation pour les drones turcs comme la guerre civile espagnole l'avait été pour les stukas de la légion Condor. Ces drones ont fait preuve d'une redoutable efficacité et s'exportent désormais tout autour d'une Union européenne qui reste scandaleusement dépourvue de production domestique en la matière. Au sens politique surtout, où nous voyons une Turquie encouragée par ses succès militaires et encore plus par l'indolence et la pusillanimité européennes, s'enhardir en Syrie, en Libye, à Chypre, en Ukraine, au Caucase encore et accroître délibérément l'arc de crises qui enserre l'Europe. Avons-nous encore la force et la capacité de résister ? Il faudrait être bien naïf pour croire que la dissolution des Loups-Gris en France – courageuse mais en pratique formelle et sans effet – ou le recul tactique du Milli Görüs à Strasbourg empêchent Erdogan d'avancer ses pions ; à l'heure où les Balkans sont d'ores et déjà une zone d'influence turque ; à l'heure où de nombreux élus européens, et même des États réputés puissants comme l'Allemagne, sont paralysés face à la Turquie en raison de la présence sur notre sol d'une considérable diaspora turque très majoritairement acquise à la cause du Sultan et dont de trop nombreux membres se comportent de fait comme de dévoués soldats.

Pour un aggiornamento de la politique européenne de sécurité

Dans ce contexte, la France et l'Europe doivent prendre leurs responsabilités, c'est-à-dire faire leur aggiornamento. Nous continuons de vivre dans une représentation politique du monde depuis longtemps révolue. Au regard de la recrudescence des menaces, ce n'est pas une erreur, c'est une faute. Le Président de la République l'a parfaitement compris, qui a choqué l'État profond, ses Gamelin et ses zélateurs de lignes Maginot – en évoquant la mort cérébrale de l'OTAN. L'architecture de sécurité européenne est entièrement fondée sur une

menace soviétique désormais disparue et sur l'existence d'un Pacte de Varsovie renvoyé aux poubelles de l'Histoire. Au Karabagh, la France, les États-Unis et la Russie étaient censés aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à résoudre le conflit dans le cadre de l'OSCE, une organisation elle aussi née des accords d'Helsinki et de la guerre froide. Le précaire cessez-le-feu arraché le 10 novembre par la seule Russie, les arrangements subséquents entre Moscou et Ankara et l'éviction de fait de l'Occident achèvent de démontrer l'obsolescence des paradigmes qui fondent notre politique étrangère et de sécurité, et accessoirement des structures qui devaient la conduire.

Nous devons mettre en œuvre cet aggiornamento pour l'Arménie qui, prise en étau entre des ennemis mortels et un allié acculé, ne mérite pas d'être de surcroît accablée d'amitiés dangereuses. Si les démonstrations verbales de la France ne sont pas accompagnées d'une réelle action politique et militaire, elles ne feront qu'accroître le ressentiment haineux de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. Cette contribution française au renforcement de la sécurité de l'Arménie correspondrait aussi – nous en avons la conviction – à la volonté de la France exprimée au plus haut niveau par le Président de la République, et rappelée en Arménie même ces derniers jours par Gérard Larcher le Président du Sénat pour qui «*l'Arménie n'est pas un dossier mais un devoir*».

Enfin, nous devons cet aggiornamento surtout à nous-même, c'est-à-dire pour la sécurité future de nos propres concitoyens. Le Sud-Caucase, mais aussi la Syrie ou l'Ukraine, peuvent et doivent devenir le lieu de la reconstruction d'une nouvelle architecture de sécurité conjointe entre l'Europe et la Russie. La Russie seule pourrait ne pas tenir longtemps sur des théâtres d'opération éloignés face aux ambitions démesurées de la Turquie ; elle ne le voudra d'ailleurs peut-être pas, confiante dans sa capacité à nouer des accords pragmatiques avec l'autocrate turc. Mais c'est bien nous qui pâtirions le plus de ces ambitions s'il advenait qu'elles se concrétisent encore plus, ce qui n'est hélas plus de l'ordre du fantasme. Alors que nous quittions le Haut-Karabagh, un vieil Arménien nous a prophétisé «*aujourd'hui, c'est encore nous que les Turcs massacrent ; demain ce sera vous*». Nous ne devons pas le permettre.

Signataires :

Guy Teissier, député, président du Cercle d'Amitié France-Arktash

Valérie Boyer, sénatrice, membre du Cercle d'Amitié France-Arktash

Marguerite Deprez-Audebert, députée

Xavier Breton, député

Jean-Pierre Cubertafon, député, membre du Cercle d'Amitié France-Arktash

François Pupponi, député, membre du Cercle d'Amitié France-Arktas

---

4- La Croix

14/05/2021

https://www.la-croix.com/Monde/Pourquoi-regain-tensions-entre-lArmenie--lAzerbaidjan-2021-05-14-1201155758

Pourquoi ce regain de tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Le dirigeant arménien Nikol Pachinian a dénoncé, jeudi 13 mai, le mouvement de troupes azéries, à l'intérieur des frontières arméniennes, au sud du pays. Les deux États ont pourtant signé un accord de cessez-le-feu le 9 novembre 2020.

- William Gazeau

Que se passe-t-il à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Le premier ministre de l'Arménie par intérim, Nikol Pachinian, a accusé, jeudi 13 mai, l'armée azerbaïdjanaise d'avoir violé la frontière arménienne et de chercher à conquérir de nouveaux territoires. Il a dénoncé une *« infiltration subversive »* des troupes azéries, qui se sont avancées jusqu'à trois kilomètres à l'intérieur des frontières arméniennes, dans la province du Syunik, au sud du pays. *« Environ 250 soldats azéris ont passé la frontière mais il n'y a pas eu d'échauffourées »*, précise Gaïdz Minassian, chercheur à Sciences-Po Paris et spécialiste du Caucase.

Nikol Pachinian a indiqué que l'armée arménienne avait réagi avec des *« manœuvres tactiques appropriées »*. De son côté**,** Bakou a rejeté les accusations d'Erevan. Le ministère des affaires étrangères d'Azerbaïdjan a qualifié la réaction de l'Arménie de *« provocante »* et *« ahurissante »*.

Que cherche l'Azerbaïdjan à travers ces manœuvres militaires ?

« Bakou cherche à mettre la pression sur son ennemi à une quarantaine de jours des élections législatives prévues en Arménie », analyse Gaïdz Minassian. L'Azerbaïdjan veut aussi obtenir davantage que ce qu'elle a reçu après la signature du cessez-le-feu du 9 novembre.

Les deux pays se sont affrontés à l'automne 2020 pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. Le conflit s'est soldé par la victoire de Bakou, qui a récupéré d'importants territoires aux dépens de son voisin. Le Sud du territoire arménien

sépare toujours la république autonome du Nakhitchevan (azérie) de Bakou, qui souhaite *« rétablir un couloir de communication ces deux parties de son territoire »*, indique le chercheur.

Ce regain de tensions peut-il conduire à une reprise du conflit ?

« La situation est tendue mais reste sous contrôle pour le moment », juge Gaïdz Minassian. Le chercheur n'exclut cependant pas un risque de reprise du conflit : *« Les manœuvres militaires de Bakou se déroulent dans une zone reconnue comme faisant partie intégrante du territoire national arménien par la communauté internationale, pas dans une région contestée »*, explique-t-il.

Cette violation de la frontière arménienne explique la réaction rapide de Paris, en sa qualité de coprésident du groupe de Minsk, organisation créée pour résoudre le conflit. Emmanuel Macron a ainsi demandé, jeudi 13 mai, *« le retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises du territoire arménien ». « Le véritable arbitre du conflit reste la Russie*, nuance Gaïdz Minassian. Allié à l'Arménie au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective, *« Moscou est la seule à pouvoir dire stop à l'escalade des tensions »,* conclut le chercheur.

5- Le Monde

13/05/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/-

13/l-armenie-accuse-l-armee-azerbaidjanaise-de-s-etre-infiltree-sur-son-territoire_-6080134_3210.html

L’Arménie accuse l’armée azerbaïdjanaise de s’être « infiltrée » sur son territoire

Les deux pays se sont affrontés, à l’automne 2020, pour le contrôle du Haut-Karabakh. Malgré un cessez-le-feu, les tensions persistent.

Le Monde avec AFP et Reuters

Temps de

Nikol Pachinian est premier ministre par intérim depuis sa démission, le 25 avril, pour permettre la tenue d'élections législatives anticipées le 20 juin. TIGRAN MEHRABYAN/PAN PHOTO / VIA REUTERS

Les tensions restent vives entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le premier ministre par intérim de l'Arménie, Nikol Pachinian, a accusé, jeudi 13 mai, l'armée azerbaïdjanaise d'avoir violé la frontière arménienne et de chercher à conquérir de nouveaux territoires.

« C'est une infiltration subversive », a lancé M. Pachinian lors d'une réunion extraordinaire de son conseil de sécurité, selon des propos cités dans un communiqué officiel. Lors de cette réunion, il a affirmé que les troupes azerbaïdjanaises s'étaient avancées de trois kilomètres à l'intérieur des frontières arméniennes au sud et qu'elles voulaient *« faire le siège »* du lac Sev, partagé entre les deux pays.

Dénonçant un *« empiétement »* sur le territoire de l'Arménie, M. Pachinian a déclaré que l'armée arménienne avait réagi avec des *« manœuvres tactiques appropriées »*. Selon lui, ces tensions doivent néanmoins être réglées par la voie diplomatique.

Bakou a rejeté ces accusations. *« Les gardes-frontières prennent des positions qui appartiennent à l'Azerbaïdjan dans les districts de Latchine et Kelbadjar »*, a réagi le ministère des affaires étrangères azerbaïdjanais dans un communiqué, jeudi dans la soirée. La réaction de l'Arménie, *« qui fait des annonces provocantes, est ahurissante »*, souligne le ministère, ajoutant que Bakou *« est attaché à apaiser les tensions dans la région et appelle à des mesures en ce sens »*.

Article réservé à nos abonnés

Défaite arménienne en 2020

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont affrontés, à l'automne 2020, pour le contrôle de la région indépendantiste du Haut-Karabakh, un conflit qui s'est soldé par plus de 6 000 morts et une défaite d'Erevan, qui a dû rétrocéder d'importants

territoires à Bakou. Au pouvoir depuis 2018, M. Pachinian est depuis sous la pression de l'opposition qui l'accuse de trahison.

Malgré un cessez-le-feu signé sous l'égide de Moscou et le déploiement de soldats de la paix russes, les tensions persistent dans la région. Le mois dernier, les deux pays se sont mutuellement accusés d'avoir ouvert le feu dans le Haut-Karabakh.

Région à majorité arménienne, le Haut-Karabakh avait fait sécession de l'Azerbaïdjan à la dislocation de l'URSS, entraînant une première guerre ayant fait 30 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés.

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi, suivre *« de près »* ce *« regain de tensions »* frontalier. *« Nous sommes informés que les deux parties communiquent et exhortons à la retenue pour favoriser une désescalade pacifique de la situation »*, a tweeté le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price.

Solution diplomatique

Le président français, Emmanuel Macron, s'est entretenu au téléphone avec M. Pachinian, selon ses services, jeudi soir. *« Le président de la République a rappelé l'attachement de la France à l'intégrité territoriale de l'Arménie et marqué la nécessité d'un retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises du territoire arménien »*, a fait savoir la présidence française dans un communiqué.

Jeudi, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, s'est entretenu par téléphone avec son homologue azerbaïdjanais, Djeyhoun Baïramov, de *« la détérioration de la situation »* à la frontière entre Bakou et Erevan. Selon le ministère des affaires étrangères russe, les deux diplomates ont souligné la *« nécessité d'un respect strict du cessez-le-feu »* et d'une résolution des incidents par la voie diplomatique.

6- La Tribune

14/05/2021

https://www.latribune.fr/depeches/reuters/KBN2CV0TO/-poutine-appelle-a-un-strict-respect-de-l-accord-de-cessez-le-feu-entre-l-armenie-et-l-azerbaidjan.html

Poutine appelle à un strict respect de l'accord de cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

MOSCOU (Reuters) – Le président russe Vladimir Poutine a souligné vendredi l'importance du strict respect de l'accord de cessez-le-feu conclu entre Bakou et Erevan lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, a déclaré le Kremlin.

Le procureur général d'Arménie a ouvert jeudi une enquête pénale sur une "violation de l'intégrité territoriale" par l'Azerbaïdjan, le ministère arménien de la Défense ayant accusé Bakou de déplacer des forces sur son territoire.

Les tensions restent vives entre les deux pays depuis leur dernier conflit l'an dernier dans la région du Haut-Karabakh, qui s'est conclu par un cessez-le-feu ayant permis à l'Azerbaïdjan de conserver le contrôle des territoires repris aux forces de cette région séparatiste soutenues par l'Arménie.

Le président français Emmanuel Macron a appelé jeudi à un retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises en Arménie.

7- Le Figaro

14/05/2021

https://www.lefigaro.fr/international/armenie-macron--demande-le-retrait-immediat-des-troupes-azerbaidjanaises-20210513

Arménie: Macron demande le «retrait immédiat» des troupes azerbaïdjanaises

Le premier ministre arménien Nikol Pachinian a accusé ce jeudi l'armée azerbaïdjanaise d'avoir violé la frontière arménienne.

Par Le Figaro avec AFP

Emmanuel Macron a insisté jeudi soir sur *«la nécessité d'un retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises du territoire arménien»*, après que le premier ministre de l'Arménie, Nikol Pachinian, a accusé l'armée azerbaïdjanaise d'avoir violé la frontière arménienne.

«Le président de la République a rappelé l'attachement de la France à l'intégrité territoriale de l'Arménie et marqué la nécessité d'un retrait immédiat des troupes azerbaïdjanaises du territoire arménien», a indiqué la présidence française dans un communiqué.

Emmanuel Macron et Nikol Pachinian ont eu un entretien téléphonique jeudi au sujet *«des développements en cours à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan»*, alors que Erevan accuse Bakou de chercher à conquérir de nouveaux territoires, en plein regain de tensions entre ces deux pays ennemis jurés, qui a également suscité une mise en garde des Etats-Unis.

«C'est une infiltration subversive», a lancé Nikol Pachinian lors d'une réunion extraordinaire de son conseil de sécurité, selon des propos cités dans un communiqué officiel. Lors de cette réunion, il a affirmé que les troupes azerbaïdjanaises s'étaient avancées de trois kilomètres à l'intérieur des frontières

arméniennes au Sud et qu'elles voulaient *«faire le siège»* du lac Sev, partagé entre les deux pays. Dénonçant un *«empiètement»* sur le territoire de l'Arménie, Nikol Pachinian a indiqué que l'armée arménienne avait réagi avec des *«manœuvres tactiques appropriées»*. Selon lui, ces tensions doivent néanmoins être réglées par voie diplomatique.

Les Etats-Unis ont dit suivre *«de près»* ce *«regain de tensions»* frontalier. Nikol Pachinian est actuellement premier ministre par intérim, depuis sa démission fin avril pour permettre la tenue de législatives anticipées le 20 juin.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont affrontés à l'automne 2020 pour le contrôle de la région indépendantiste du Nagorny Karabakh, un conflit qui s'est soldé par plus de 6.000 morts et une défaite d'Erevan, qui a dû rétrocéder d'importants territoires à Bakou.

Au pouvoir depuis 2018, Nikol Pachinian est depuis sous la pression de l'opposition qui l'accuse de trahison. Malgré un cessez-le-feu signé sous l'égide de Moscou et le déploiement de soldats de la paix russes, les tensions persistent dans la région. Le mois dernier, les deux pays se sont accusés mutuellement d'avoir ouvert le feu dans le Nagorny Karabakh.

8- Les Nouvelles d'Arménie

14/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78975

L’Arménie en appelle à la solidarité de l’OTSC face à la menace militaire de Bakou

Le 12 mai… Cette date, qui marque le 27e anniversaire de l’accord de cessez-le-feu qu’avait dû signer l’Azerbaïdjan sous l’égide de la Russie et de la CEI avec l’Arménie et le Karabagh victorieux après six années de guerre, ne trouve plus

guère de résonnance en Arménie, tant elle a été occultée par celle, fatidique, du 9 novembre 2020, marquée du sceau de la défaite humiliante infligée par l'Azerbaïdjan aux Arméniens après six semaines de guerre au Karabagh et matérialisée par l'accord de cessez-le-feu qu'a dû signer cette fois Erevan, sous l'égide encore de la Russie ! Le ministère des affaires étrangères de l'Artsakh, dans un long communiqué, a pourtant tenu à rappeler cet accord du 12 mai 1994, qui servit de base à un processus de négociations validé par la communauté internationale qu'a foulé aux pieds l'Azerbaïdjan, a-t-il souligné, en se lançant dans une guerre de reconquête au Karabagh le 27 septembre 2020. L'Azerbaïdjan, de son côté, a marqué lui aussi cette date à sa manière, forte comme à son accoutumée, en lançant l'opération militaire la plus spectaculaire contre l'Arménie depuis la fin des hostilités et cet accord du cessez-le-feu globalement respecté sous le contrôle des forces russes déployées dans la zone du conflit, qui peinent toutefois à obtenir de Bakou qu'il en applique les termes, à commencer par la question, toujours brûlante, des prisonniers arméniens toujours détenus dans les geôles azéries. Ainsi le 12 mai, des soldats azéris effectuaient une percée de trois km dans les zones frontalières désormais contestées du sud de l'Arménie, occupant les abords du village arménien de Verichen, en invoquant le tracé des frontières délimitant l'Arménie et l'Azerbaïdjan figurant sur des cartes douteuses de l'époque soviétique.

Après avoir, dans un premier temps, cherché à minorer l'importance de cette intrusion, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a bien dû admettre l'urgence d'une situation de crise alors que les forces arméniennes dépêchées sur les lieux n'avaient pas été en mesure par la dissuasion ou la négociation de déloger les soldats azéris des rivages du Sev Litch (Lac noir), petit lac de montagnes de la zone frontalière contestée. Au deuxème jour de cette occupation, jeudi 13 mai, Pachinian faisait ainsi état d'une "situation explosive » dans la province arménienne méridionale du Siounik. Peu après, le ministère arménien de la défense renforçait le sentiment d'inquiétude de la population en signalant que les forces azéries avaient aussi fait une percée dans deux autrres sections de la frontière arméno-azérie. Il précisait que les unités de l'armée arménienne déployées sur les lieux avaient pu y stopper leur avance et demandait leur repli immédiat du côté azerbaïdjanais de la frontière. S'exprimant devant la réunion de crise de son Conseil de sécurité tarddans , Pachinian a affirmé qu'un total de quelque 250 soldats azerbaïdjanais seraient actuellement toujours présents à l'intérieur de la frontière internationalement reconnue de l'Arménie, en rappelant

qu’ils se servaient de “cartes falsifiées” pour revendiquer leurs droits sur ce territoire.

Pachinian a suggéré que ces actions militaires de l’Azerbaïdjan ont pour objectif de “provoquer un affrontement armé” avec l’Arménie six mois après l’accord de cessez-le-feu arméno-russo-azéri. Il n’a pas manqué de souligner aussi que l’armée azerbaïdjanaise avait prévu d’organiser des grandes manœuvres militaires à partir de dimanche et de rappeler les récentes menaces proférées par le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev qui se montrait prêt à ouvrir par la force un “corridor” reliant l’Azerbaïdjan à son enclave du Nakhichevan à travers le Siounik. Pachinian a demandé à ses ministres de la défense et des affaires étrangères d’en appeler à l’Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire dirigée par la Russie composée de six ex-Républiques soviétiques dont l’Arménie pour qu’elle active l’Article 2 de son traité fondateur (2002) par lequel l’alliance s’engage à discuter d’une réponse collective aux graves menaces à la sécurité de l’un de ses Etats membres. C’est une démarche nécessaire pour “empêcher une escalade de la situation et protéger l’intégrité territoriale, la stabilité et la souveraineté de la République d’Arménie”, avait ajouté le premier ministre.

Le ministre des affaires étrangères Ara Ayvazian et celui de la défense Vagharshak Harutiunian s’étaient entretenus avec le secrétaire général de l’OTSC, le Biélorusse Stanislav Zas un peu plus tard dans la journée de jeudi. Un porte-parole de l’OTSC avait fait savoir à l’issue de ces entretiens que l’alliance militaire conduite par la Russie “suit attentivement l’évolution de la situation dans la zone frontalière du Siounik” et prendra les mesures envisagées par le traité de l’OTSC “si cela est nécessaire”. L’Arménie est membre de l’OTSC avec la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kyrgyzstan et le Tadjikistan. Son représentant permanent à l’OTSC, Viktor Biyagov, a présenté les derniers développements à la frontière arméno-azerie lors d’une réunion, jeudi, du Conseil permanent de l’alliance, dont le siège est à Moscou. MM.Hariutiunian et Ayvazian avaient eu des entretiens téléphoniques séparés la veille avec leurs homologues russes respectifs, Sergei Shoigu and Sergei Lavrov. S.Lavrov a téléphoné à son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov jeudi, pour discuter de “l’escalade de la situation à la frontière arméno-azérie”, a indiqué sans plus de détails le service de presse du chef de la dipliomatie russe, qui venait d’effectuer une visite à Bakou, après avoir visité Erevan la semaine dernière. Un communiqué du

ministère russe précise que S. Lavrov aurait réitéré la nécessité pour chaque partie de s'en tenir strictement aux termes du régime de cessez-le-feu (celui du 9 novembre 2020 bien sûr, celui du 12 mai 1994 étant devenu caduc). Il aurait aussi appelé à "régler de tels incidents par la seule voie politico-diplomatique ».

Il n'a pas précisé si une telle voie passait par le recours à l'article 2 de l'OTSC invoqué par l'Arménie. Les autorités arméniennes se sont plaintes depuis des années du manque de solidarité de leurs partenaires de l'OTSC face aux menaces que faisait peser régulièrement l'Azerbaïdjan sur l'Arménie, outre les armes que fournissait en quantité la Russie à Bakou. Les tensions provoquées par le rappel brutal, en 2018, par la justice de Pachinian, du général arménien Khatchatourov alors qu'il exerçait le poste de le secrétaire général de l'OTSCE n'a pas contribué à améliorer les relations entre l'Arménie et l'alliance militaire russe. Lorsque l'Arménie avait été directement attaquée, à sa frontière nord-est, dans la province du Tavouch, par les forces armées azéries, en juillet 2020, l'OTSC n'avait que mollement réagi et avait semblé vouloir renvoyer dos à dos les belligérants, alors que la Turquie avait ouvertement pris le parti de son allié azéri, désignant l'Arménie comme l'agresseur dans ces combats de quelques jours qui seront le prélude à la vaste offensive déclenchée quelques semaines plus tard par l'armée de Bakou contre les Arméniens du Karabagh cette fois.

Cette passivité relative de l'alliance militaire dirigée par la Russie face à l'attaque d'un pays tiers contre un Etat membre pouvait être perçue comme un encouragement adressé à l'Azerbaïdjan mais aussi à la Turquie, qui se lançaient dans une guerre de reconquête du Karabagh le 27 septembre. Alors que la Turquie appuyait militairement l'Azerbaïdjan, lui envoyant officiers supérieurs, armes et djihadistes recrutés en Syrie, la Russie se retranchait dans son rôle de médiateur et l'OTSC faisait valoir son impuissance, le Karabagh n'étant pas couvert par les statuts de l'alliance relatifs à la défense d'un Etat membre. Plusieurs fois sollicitée durant cette dernière guerre par l'Arménie, l'OTSC avait, avec des regrets simulés, clairement fait savoir qu'elle ne pouvait intervenir, les frontières du Karabagh n'étant pas celles internationalement reconnues de l'Arménie, et qu'elle interviendrait, sans faute, si le territoire de l'Arménie venait à être attaqué ! Alors qu'au terme d'une guerre arbitrée par la Russie, l'Arménie a retrouvé ses frontières de l'ère soviétique, dont Bakou conteste d'ailleurs le tracé, et que les soldats russes ont pour mission désormais de défendre, comme d'ailleurs ce qui reste du Karabagh arménien, toujours tenu pour un territoire de

jure azerbaïdjanais par Moscou qui y a déployé néanmoins 2000 soldats de la paix, l'OTSC n'a plus aucun prétexte à faire valoir pour esquiver ses devoirs de solidarité envers l'Arménie.

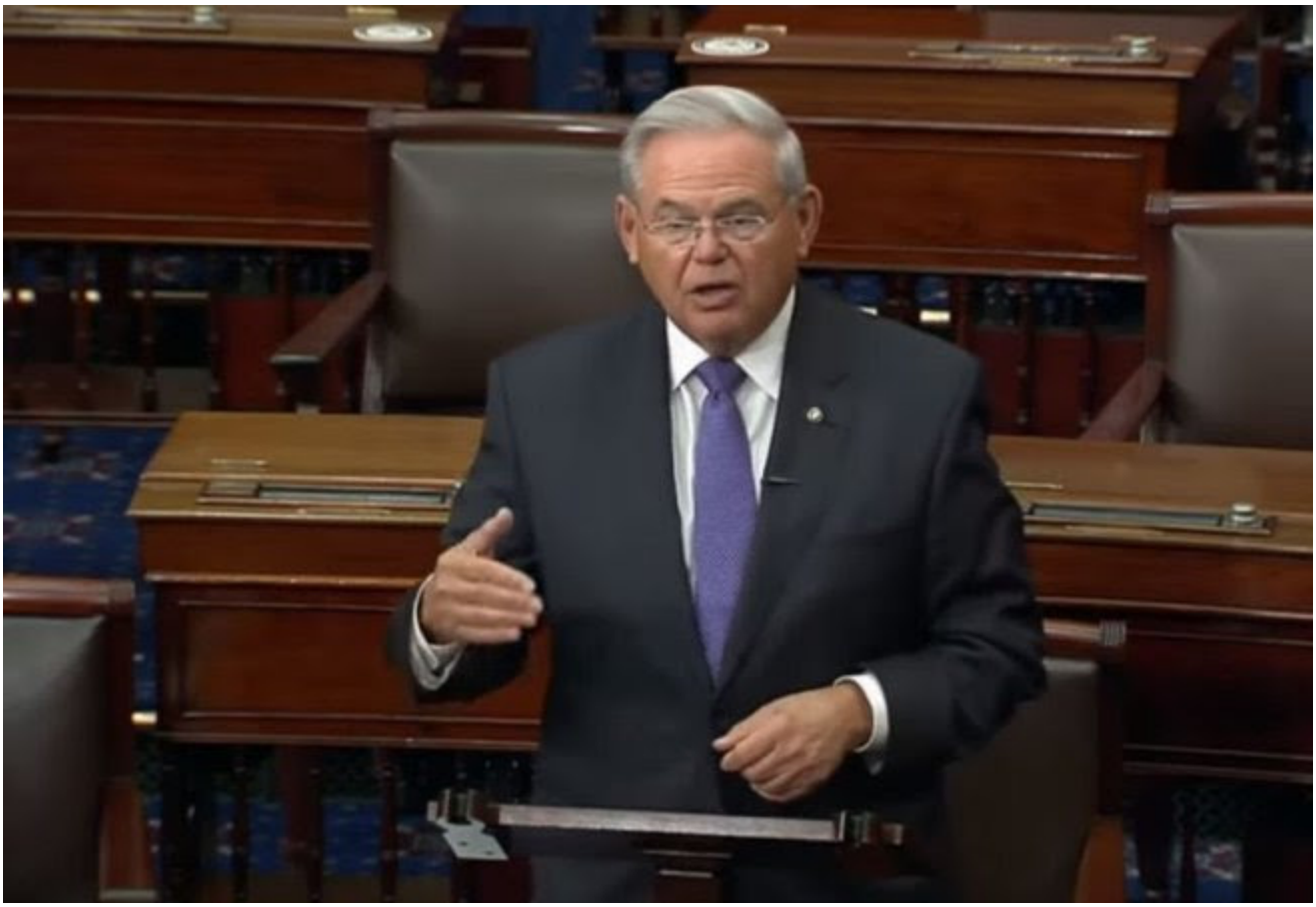
par Garo Ulubeyan

9- Les Nouvelles d'Arménie

14/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78966

Président Menendez : l'Azerbaïdjan doit respecter la souveraineté de l'Arménie



WASHINGTON – Le président de la commission des relations extérieures du Sénat américain, Bob Menendez (DN.J.), a fait la déclaration suivante en réaction aux informations faisant état d'une violation du droit international par l'Azerbaïdjan avec une incursion illégale dans la province arménienne de Syunik :

« La violation du territoire souverain de l'Arménie par les troupes azerbaïdjanaises est un acte d'agression dangereux et illégal qui souligne la menace persistante à laquelle le peuple arménien continue de faire face. Après ma conversation avec l'ambassadeur d'Arménie aux États-Unis plus tôt aujourd'hui, il est clair que les États-Unis, et la communauté internationale dans son ensemble, doivent répondre fermement à cette incursion afin que l'Azerbaïdjan comprenne qu'il devra faire face à de graves conséquences pour ses activités malveillantes.

« Lorsque l'Azerbaïdjan a attaqué le peuple arménien l'automne dernier, l'administration précédente n'a pas réussi à s'engager et a laissé la porte ouverte à des dictateurs comme Aliev, Erdogan et Poutine pour décider du sort du peuple arménien. Cela ne peut plus se reproduire. J'exhorte l'administration Biden à s'engager sur cette question au plus haut niveau pour indiquer clairement que l'Azerbaïdjan doit respecter la souveraineté de l'Arménie et que de nouvelles menaces et agressions sont tout simplement inacceptables."

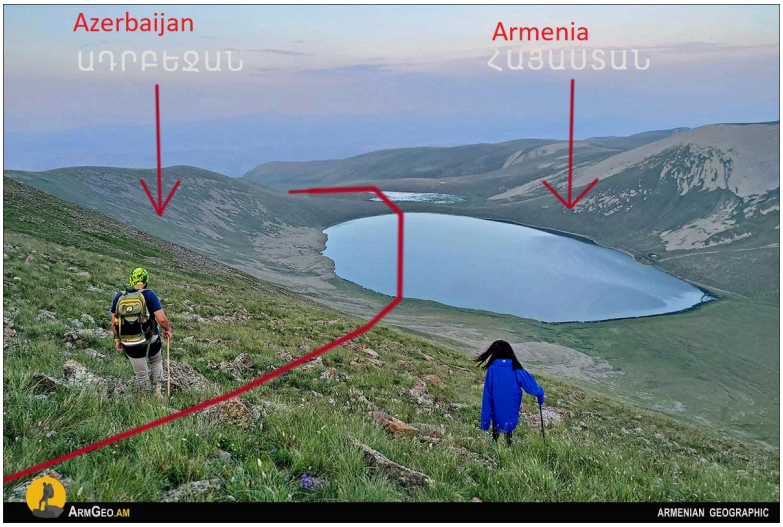
par Jean Eckian

10- Les Nouvelles d'Arménie

14/05/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78968

Le Syunik en question



Le gouvernement arménien a confirmé que les forces azerbaïdjanaises ont empiété sur le territoire arménien d'environ 3,5 kilomètres dans la région sud de Syunik. Pour l'instant, les forces azerbaïdjanaises ne se sont pas retirées de leurs positions, des négociations sont en cours.

Tôt le matin du 12 mai, les forces armées azerbaïdjanaises ont traversé la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan située sur le lac Sev de Syunik et ont déplacé leurs positions de 3,5 kilomètres à l'intérieur de l'Arménie. Les villageois de Verishen, à proximité, ont signalé l'incursion azerbaïdjanaise à CivilNet dans la matinée. Lors d'une réunion nocturne avec le Conseil de sécurité, le Premier ministre armén

…

[Message tronqué] Afficher l'intégralité du message

Zone contenant les pièces jointes